



Emploi, salaires, service public, retraites C'EST LE MOMENT DE SE MOBILISER

Ce qui coûte
« un pognon de dingue »,
ce sont les exonérations,
les cadeaux au patronat
et l'évasion fiscale !

Plus de 70% de la population a une opinion défavorable de M. MACRON président des riches, et de ses mesures antisociales.

Encore des mauvais coups pendant l'été : baisse des cotisations sociales, donc de notre salaire ; nouvelles attaques contre le pouvoir d'achat des retraités ; démantèlement de nos services publics (CAP 22) et de nos industries ; casse de notre modèle social... **Ça suffit !**

Ce ne sont ni les précaires, ni les salariés, ni les retraités, ni les services publics qui coûtent chers mais les exonérations de cotisations et l'évasion fiscale. **Tous ces cadeaux au patronat ne servent qu'à licencier et précariser, pour enrichir les actionnaires !**

Tous ensemble, public et privé, jeunes et retraités pour résister dans l'unité en affirmant nos revendications !

Mardi 9 octobre 2018

En grève et en manifestation

à 10H30 Place des Carmes à AURILLAC

SERVICE PUBLIC

Défense et reconquête du service public accessible et de qualité sur tout le territoire dans l'intérêt des agents et de la population. Non aux privatisations ! Non à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires !

POUVOIR D'ACHAT

Augmentation des salaires, du point d'indice et des pensions, allocations et minima sociaux. Non à l'augmentation de la CSG.

CONQUÊTES COLLECTIVES

Garantie des emplois, des statuts, des conventions collectives et des missions : abrogation des lois El Khomri et des ordonnances Macron.

DROIT A LA RETRAITE

Retour au droit à la retraite à 60 ans pour toutes et tous à taux plein.

Maintien de tous les régimes par répartition (général, spéciaux, CNRACL, Code des pensions).

Non au régime unique par point.

Maintien des pensions de réversion.

SÉCURITÉ SOCIALE

Défense de la sécurité sociale basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».

DROIT AUX ÉTUDES

Non à Parcoursup et à la sélection à l'université.

Maintien du baccalauréat comme diplôme national.